



Royaume des Pays-Bas

MASOLO

Nr 51 / Mai 2017



BULLETIN D'INFORMATIONS ÉCONOMIQUES DE L'AMBASSADE DU ROYAUME DES PAYS-BAS À KINSHASA



RDC: L'ex-UDPS Bruno Tshibala devient Premier ministre

La République démocratique du Congo a un nouveau Premier ministre. Il s'agit de Bruno Tshibala, l'ancien secrétaire général adjoint de l'UDPS, le parti d'Etienne Tshisekedi. Ancien parce qu'il a été exclu il y a quelques semaines après s'être désolidarisé de la nouvelle direction du parti. Sa nomination est le résultat des tractations entre la majorité présidentielle et une frange de l'opposition après l'échec de l'application de l'accord signé le 31 décembre dernier entre pouvoir et opposition.

Détenteur d'un diplôme en droit, Bruno Tshibala est connu comme membre de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) depuis de longues années. Originaire du Kasai, ce sexagénaire a été secrétaire général adjoint et porte-parole de l'UDPS avant d'être désigné porte-parole du Rassemblement des forces acquises au changement. Mais Bruno Tshibala a récemment été exclu du parti après la mort d'Etienne Tshisekedi. Le Rassemblement – principale plateforme de l'opposition – dit ne pas être concerné par cette nomination, qui n'apporte selon lui aucun signe de décrispation. La CENCO (Conférence Episcopale Nationale du Congo) a déclaré quant à elle désapprouver cette nomination. (Source : RFI)

Actualités néerlandaises

PAGE 2

- L'exportation néerlandaise demeure croissante
- Les Pays-Bas poussent pour devenir membre permanent du G20
- Etude: Des sociétés-écran enregistrées aux Pays-Bas peuvent contribuer à la fraude fiscale minière
- La première ferme verticale européenne sera ouverte aux Pays-Bas
- Unilever risque de perdre son siège social à Rotterdam

Actualités en RDC

PAGE 3

- La RDC envisage l'Afrique du Sud pour fournir son déficit d'électricité
- Goma maintient son interdiction d'importer de la volaille du Rwanda
- Le gouvernement allège les conditions d'importation des véhicules
- Le CPM invite au strict respect du plan de Trésorerie
- Mines : Glencore divorce de Dan Gertler en RD Congo
- Le groupe Forrest sollicite l'arbitrage à Bruxelles pour le règlement d'un litige avec Gécamines
- 17 manifestants contre la faillite de banques arrêtés dans l'Est

Congo-Brazzaville

PAGE 4

- Pénurie de carburant et de gaz butane à Brazzaville
- Les conséquences économiques après l'arrêt du trafic ferroviaire
- 15 millions de dollars de la Banque mondiale pour le développement de l'économie numérique au Congo
- Le Congo-Brazzaville ne veut plus accueillir l'Afrobasket 2017
- Le Congo va reproduire le modèle d'assurance maladie du Gabon

PAGE 5

Post Scriptum

- Dutch Good Growth Fund pour les start-ups
- Informations Pratiques & Contact

La première ferme verticale européenne sera ouverte aux Pays-Bas



L'agriculture verticale, le fait de cultiver des fruits et des légumes dans des bâtiments hauts sans lumière du jour, est en hausse à travers le monde. Cette année, le village néerlandais Dronten deviendra la base de la première ferme verticale en Europe. Le groupe alimentaire Staa est en train de construire un bâtiment de neuf étages, où leur entreprise Fresh Care Convenience compte cultiver différents genres de laitue. Chaque étage aura des chambres climatiques spécialement conçues avec de l'éclairage LED. Cette technologie permettra de produire 30.000 cultures par semaine; le double de ce qui peut être produit dans des fermes traditionnelles en une semaine.

L'agriculture verticale est durable : un immeuble haut a une grande surface dans un espace relativement petit et toutes les cultures sont protégées contre le mauvais temps et les insectes, ce qui permet aux agriculteurs de les cultiver sans insecticides. Les chambres climatiques sont de haute efficacité énergétique : elles utilisent très peu d'eau, d'électricité et d'engrais que l'agriculture traditionnelle. L'objectif visé est une production neutre en gaz carbonique CO₂. (Source: hollandtradeandinvest.com. Photo: newbi-science.worldpress.com)

Unilever risque de perdre son siège social à Rotterdam



Le groupe anglo-néerlandais Unilever pourrait devenir une entreprise exclusivement anglaise, selon un nouveau plan stratégique. Unilever a actuellement des sièges sociaux à Rotterdam et à Londres. Mais, le Directeur Général Paul Polman et le Directeur Financier Graeme Pitkethly ont proposé de fermer le siège néerlandais, compte tenu du fait que la double nationalité est une obstruction notamment en cas de rachats ou de grandes transactions.

Le choix de la Grande Bretagne s'explique par le fait qu'Unilever se focalise aujourd'hui sur des produits de soins corporels, activité liée étroitement à ce pays. Les produits alimentaires qui sont en net recul sont concentrés aux Pays-Bas. Unilever est sous une pression grandissante de ses actionnaires après un échec de rachat, en février dernier, par l'Américain Kraft Heinz. La réaction du Gouvernement néerlandais ne s'est pas fait attendre. Selon le Ministre de l'Economie, un déplacement d'Unilever vers Londres impliquerait un avenir incertain pour le groupe avec le Brexit, tandis que rester aux Pays-Bas aurait des avantages. (Source: DutchNews.nl. Photo: cosmeticsdesign-europe.com)

L'exportation néerlandaise demeure croissante



L'exportation néerlandaise prospère. En 2016, le volume des exportations des biens et services (excepté l'énergie) a augmenté de 3,3%. Cette croissance suit une certaine tendance. En 2014 et en 2015, les exportations ont augmenté respectivement de 5 et de 4,5%. En février 2017, le volume des exportations néerlandaises a augmenté de 8%, comparé à la même période de l'année précédente, selon le bureau néerlandais des statistiques (CBS).

Cette augmentation est en grande partie due à des exportations des machines, des produits chimiques et des équipements de transport, tous produits aux Pays-Bas. En mars 2017, la confiance des producteurs en l'industrie – le secteur des exportations est le plus important – était à son niveau le plus élevé depuis 9 ans. Selon le CBS, la perspective pour les exportations en avril était plus positive qu'elle l'était en février. Ceci est dû aux évolutions favorables du taux de change et de l'activité industrielle en Allemagne. (Source: rvo.nl / DutchNews.nl. Photo: nu.nl)

Les Pays-Bas poussent pour devenir membre permanent du G20

Les Pays-Bas veulent devenir un membre permanent du G20, une réunion annuelle des 20 premières économies du monde. En termes de poids, les Pays-Bas sont la 17^{ième} économie du monde, avec un revenu national de presque 770 milliards d'euros. Malgré cela, les Pays-Bas doivent bénéficier d'une invitation afin de prendre part aux réunions du G20. Cette année, les Pays-Bas seront présents à Düsseldorf, sur invitation de l'Allemagne. Les Pays-Bas ne sont pas membre permanent notamment en raison de sa superficie et de sa densité.

Néanmoins et selon M. Henk Kamp, le ministre néerlandais de l'Economie, c'est logique que les Pays-Bas deviennent un membre permanent du G20 dans l'avenir. « On est la 17^{ième} plus large économie dans le monde, nos exportations sont parmi les cinq premiers mondiaux et en termes d'infrastructure digitale, on est parmi les dix premiers », a renchéri le Ministre. (Source: nltimes.nl)

Etude : Des sociétés-écran enregistrées aux Pays-Bas peuvent contribuer à la fraude fiscale minière



Cette étude commandée par le Ministère néerlandais des affaires étrangères met l'accent sur la fraude et l'évasion fiscale via les Pays-Bas effectuées par des sociétés minières internationales. Les chercheurs se sont concentrés sur le cas des entreprises actives des cinq pays à savoir la Zambie, le Ghana, la RDC, la Mongolie et l'Indonésie. Ces sociétés minières exploitent dans ces pays les principales matières premières comme la bauxite, l'or, le cobalt, le charbon, le cuivre, le manganèse, le nickel. L'étude a traité le cas des 128 sociétés dont la plupart compte parmi les grandes sociétés minières. Il s'agit entre autres de Bumi Resources Group (Indonésie), Eurasian Resources Group (Kazakhstan) ou encore des suisses Glencore et Trafigura.

Sur les 128 sociétés minières actives dans les cinq pays sélectionnés, 34% (soit 43 entreprises) sont directement ou indirectement détenues ou financées par des sociétés de financement et de holdings néerlandaises. L'étude a identifié un total de 38 sociétés néerlandaises de financement et de holdings, appartenant à 11 groupes miniers internationaux, possédant et finançant ces 43 sociétés minières. Cela signifie que les Pays-Bas jouent un rôle relativement important dans les structures d'entreprise des sociétés minières actives dans ces cinq pays en développement. (Source: Profundo, Offshore Kenniscentrum. Photo: dissentmagazine.org)

Mines : Glencore divorce de Dan Gertler en RD Congo

Après des années de relations commerciales, le géant suisse des matières premières Glencore a décidé de prendre ses distances avec l'homme d'affaires israélien controversé Dan Gertler, proche du président Joseph Kabila. La société, dirigée par le Sud-Africain Ivan Glasenberg, a annoncé en janvier le rachat pour 534 millions de dollars – 495 millions d'euros – des parts de Dan Gertler dans Katanga Mining et Mutanda Mining qui exploitent deux importantes mines de cuivre dans la région de Kolwezi, dans le sud-est de la RD Congo.

Mais le groupe d'Ivan Glasenberg n'a pas totalement coupé les liens avec l'Israélien. Ce dernier continuera à disposer de dizaines de millions de dollars de royalties chaque année émanant des gisements de cuivre de Glencore, en raison d'un accord avec la Gécamines, la compagnie minière nationale, également actionnaire de la mine congolaise. (Source: Jeune Afrique)

Le groupe Forrest sollicite l'arbitrage à Bruxelles pour le règlement d'un litige avec Gécamines



Le Tribunal du commerce de Bruxelles se prononcera sur une affaire mettant aux prises la Gécamines et le Groupe Forrest International à propos d'une mine de cobalt à Lubumbashi, en RD Congo. Les deux compagnies ont conclu en 1997 un accord pour la création d'une coentreprise dénommée GTL, qui aura le droit de produire annuellement 5 000 tonnes de cobalt sur 15 ans.

Le litige est né le 23 mars dernier, lorsque la Gécamines a bloqué l'accès au site du projet à GTL. Les raisons avancées étaient que la coentreprise avait dépassé la production totale autorisée par le contrat initial (75 000 t), en produisant plus de 82 000 tonnes de cobalt. Le Groupe Forrest indique que l'accord initial avait été modifié en 2013, donnant droit à GTL de continuer à produire du cobalt jusqu'à l'épuisement des résidus du gisement. GTL est détenu à 70% par le Groupe Forrest et à 30% par Gécamines. (Source: Agence Ecofin. Photo: miningnewsmagazine.org)

17 manifestants contre la faillite de banques arrêtés dans l'Est

Dix-sept militants citoyens qui tentaient d'organiser un sit-in devant le siège local de la Banque centrale du Congo (BCC) ont été arrêtés à Goma, dans l'Est de la République démocratique du Congo, a indiqué un responsable policier. "Nous avons interpellé 17 membres de Lucha (Lutte pour le changement) qui voulaient organiser un sit-in devant la BCC à Goma. Après interrogatoire, ils sont transférés au Parquet", a déclaré le colonel Job Alain Alisa, chef d'une unité spécialisée de la police de Goma, capitale de la province du Nord-Kivu.

Les manifestants de Lucha, un Mouvement des "jeunes indignés" basé à Goma, voulaient dénoncer "la complaisance" de la BCC dans la faillite d'une banque et d'institutions de micro-finance de la province, privant les déposants de leurs épargnes. Depuis plus d'un an le pays connaît aussi une grave crise économique et sociale sur fond de pauvreté généralisée. Les membres de Lucha ont été relâchés après 72 heures de détention. (Source: AFP)

La RDC envisage l'Afrique du Sud pour fournir son déficit d'électricité



La RDC envisage d'importer l'électricité de l'Afrique du Sud, une chère initiative visant à réduire le grand déficit local d'énergie qui a affaibli la production minière du pays, principal producteur de cuivre du continent, a dit la Fédération des Entreprises du Congo (FEC). La RDC fait face à des déficits énergétiques massifs et des précipitations devenues « limitées » qui pourraient entraîner une chute de production de près de 50% dans les principales centrales hydroélectriques du pays au cours de la saison sèche de mai à septembre. Les délégués de l'entreprise publique de l'électricité et la FEC négocient les importations d'électricité produite par la Sud-Africaine Eskom.

Ceci impliquerait le transport via de centaines de kilomètres de câbles à travers le Zimbabwe et la Zambie, entraînant ainsi l'augmentation des coûts. La région minière du Katanga riche en cuivre ne reçoit environ que la moitié de l'énergie dont elle a besoin de la part du réseau national, obligeant les opérateurs à s'appuyer sur des générateurs ou à des importations coûteuses, habituellement en provenance de la Zambie. La RDC est censée construire un nouveau barrage de 4 800 MW, de 14 milliards USD sur le fleuve Congo d'ici 2020 - avec 2 500 MW affectés à l'Afrique du Sud - mais peu d'avancées sont enregistrées, le gouvernement n'ayant pas encore sélectionné un entrepreneur. (Source : Reuters. Photo: greenbusinessguide.co.za)

Goma maintient son interdiction d'importer de la volaille du Rwanda

La province du Nord-Kivu maintient sa mesure interdisant toute importation de la volaille et ses dérivées en provenance des pays voisins l'Ouganda et le Rwanda. Cette mesure administrative avait été prise à la suite de la grippe aviaire déclarée en Ouganda. Le ministre provincial de l'Agriculture, pêche et élevage au Nord-Kivu, Christophe Ndibeshe Byemero a reçu une délégation du secteur agro pastoral du Rwanda venue solliciter un allègement de la mesure interdisant l'importation en RDC de la volaille rwandaise.

En effet, le Rwanda allègue avoir également suspendu l'importation ainsi que le transit, sur son sol, de la volaille à partir de l'Ouganda. Tandis que du côté congolais, l'on soutient qu'en attendant une étude plus poussée, la décision portant suspension des importations de la volaille et ses dérivées devait encore rester en application. (Source : Zoom Eco)

Le gouvernement allège les conditions d'importation des véhicules

Le Premier ministre sortant Samy Badibanga a autorisé l'importation en RDC des véhicules mis en circulation « sur une période n'excédant pas 20 ans ». En 2012, l'ancien Premier ministre Matata Ponyo avait décidé d'interdire l'importation des véhicules mis en circulation avant une période de 10 ans. Samy Badibanga justifie notamment sa décision par « la nécessité de répondre à la demande de la profession des transporteurs pour un assouplissement des conditions d'importation des véhicules d'occasion et tenant compte du pouvoir d'achat de la population ».

Dans son arrêté, le Premier ministre sortant fait savoir que les véhicules importés doivent également présenter « un état technique satisfaisant, attesté par un centre de contrôle du pays de provenance, préalablement agréé par le ministère de Transports et Voies de communication et des Finances de la République démocratique du Congo ». (Source : Radio Okapi)

Le CPM invite au strict respect du plan de Trésorerie



Le Gouverneur de la Banque Centrale du Congo, Déogratias Mutombo, a présidé une réunion du Comité de Politique Monétaire (CPM) consacrée à l'examen des développements récents de la conjoncture économique en RDC. Le CPM a noté une inflation de 2,39% au mois de mars, ce qui entrainerait en glissement annuel une inflation de 17,93%. La situation provisoire des opérations financières du Trésor public à fin mars affiche un déficit de 2,6 milliards de francs congolais.

Sur le marché des changes, le franc congolais a connu une dépréciation de 4,01%. Tandis que les réserves de change sont situées à 735,2 millions USD correspondant à 3,23 semaines des biens et services. Le taux directeur de la Banque centrale reste inchangé à 14%. Le CPM a invité l'Etat à diversifier ses sources de financement notamment à travers l'accélération de la mise en place du marché des titres de la dette à court terme. (Source: BCC. Photo: forumdesas.org)

Le Congo-Brazzaville ne veut plus accueillir l'Afrobasket 2017



Le prochain championnat d'Afrique des nations masculin de basket-ball (Afrobasket 2017) ne devrait finalement pas avoir lieu au Congo-Brazzaville. Les autorités congolaises ont renoncé à organiser l'Afrobasket 2017 du 19 au 30 août prochain, officiellement pour des motifs financiers.

La conjoncture nationale et internationale marquée par la chute du prix du baril du pétrole, aggravée par un environnement socio-économique très morose, ne permet plus à la République du Congo d'honorer cet engagement. La FIBA-Afrique tentait de faire revenir discrètement le Congo sur cette position.

Les dirigeants du basket-ball africain ont été surpris et choqués. Car ce pays dispose d'infrastructures parfaites, héritées des Jeux africains 2015, avec au moins une grande et belle salle sous-exploitée, à Kintélé. (Source: RFI. Photo: congo-brazzaville.niooz.fr)

Le Congo va reproduire le modèle d'assurance maladie du Gabon



Le ministère du Travail et de la sécurité sociale du Congo et la Caisse nationale d'assurance maladie et de garantie sociale (CNAMGS) vont signer un accord-cadre de partenariat technique opérationnel en vue de la mise à la disposition de cette facilité aux populations congolaises. Cet accord donnera lieu à la venue au Gabon de nombreux cadres de ce département ministériel afin de suivre une formation étalée sur plusieurs mois à la CNAMGS dans les différents domaines de l'assurance maladie.

«Le Gabon est en train de développer un modèle d'assurance sociale en ce qui concerne la maladie. Un modèle qui aujourd'hui, je pense, est un référentiel en Afrique centrale», explique le ministre congolais. Le choix du modèle gabonais fait suite à l'envoi en mission de plusieurs délégations au Rwanda, en France et au Gabon. Ces missions avaient pour objectif de repérer l'expérience la plus aboutie et la mieux adaptée aux réalités congolaises. (Source: Agence Ecofin. Photo: gabonreview.com)

Pénurie de carburant et de gaz butane à Brazzaville



La capitale de la République du Congo fait face à une grosse pénurie de carburant et de gaz butane. Une situation qui exaspère les consommateurs contraints de passer plusieurs heures devant les points de distribution. C'est un paradoxe de plus pour les pays africains producteurs de pétrole. En effet, il y a deux semaines, la Guinée Equatoriale qui produit environ 300 000 barils de pétrole par jour, a connu une sévère pénurie d'essence.

L'une des causes du problème au Congo-Brazzaville réside dans la suspension des activités de la seule raffinerie du pays. Celle-ci est restée fermée tout le long du mois d'avril pour faire l'objet de travaux de maintenance. L'usine assure 30% de la consommation totale du pays. Résultat, de nombreux observateurs locaux ont déploré la surenchère opérée par les quelques rares stations-service qui ont encore du carburant dans leurs réserves. De ce fait, le bidon de 25 litres qui coûte normalement 15 000 FCFA s'échange à 17 ou 18 000 FCFA. En outre, aucune voiture n'a droit au plein du réservoir. (Source: Agence Ecofin. Photo: brazzaactus.com)

Les conséquences économiques après l'arrêt du trafic ferroviaire

Au Congo Brazzaville, le trafic ferroviaire entre Pointe Noire, capitale économique du pays, et Brazzaville, est toujours interrompu. En novembre, la destruction de deux ponts a rendu la voie ferrée complètement inexploitable. Deux ponts ont été dynamités dans le Pool (une région que traverse la ligne de chemin de fer) par des bandits armés. La suspension de la ligne ferroviaire Pointe Noire- Brazzaville a de lourdes conséquences économiques : les travailleurs accusent trois mois d'arriérés de salaires et connaissent une situation sociale précaire.

La voie ferrée relie Pointe Noire et Brazzaville ou encore l'océan et le fleuve Congo ; traverse d'importants bassins de production, notamment le Pool longtemps considéré comme le grenier de Brazzaville. Selon une source à la Primature, le gouvernement a déjà débloqué un milliard de francs CFA et désigné la compagnie qui devrait réaliser les travaux de réhabilitation des ponts détruits sur la voie ferrée. La reprise du trafic pourrait intervenir l'été prochain. (Source: RFI)

15 millions de dollars de la Banque mondiale pour le développement de l'économie numérique au Congo



Le Groupe de la Banque mondiale a approuvé un financement additionnel de 15 millions de dollars de l'Association internationale de développement (IDA) pour promouvoir la protection sociale des personnes les plus vulnérables et favoriser le développement de l'économie numérique au Congo.

Un premier montant de 10 millions de dollars provient d'un fonds additionnel au Projet Lisungi, système de filets sociaux (pour lutter contre la pauvreté dans le pays) qui sera mis en œuvre de juillet 2017 à décembre 2019 pour renforcer l'impact du projet. Les 5 millions de dollars restants feront l'objet d'un financement additionnel au Projet Central African Backbone (l'utilisation de l'infrastructure de fibre optique) qui sera mis en œuvre jusqu'à décembre 2019 pour préserver les acquis du projet. (Source: APA. Photo: worldbank.org)

POST SCRIPTUM

Dutch Good Growth Fund pour les start-ups



(Photo: ugoon.nl)

Le programme Dutch Good Growth Fund (DGGF) octroie un financement personnalisé aux PME néerlandaises voulant entreprendre avec les pays en développement ainsi que dans des pays émergents. Le DGGF est accessible à 68 pays dans le monde dont la République démocratique du Congo (RDC). Il existe plusieurs composantes au sein du programme DGGF dont le fonds DGGF pour les start-ups néerlandaises. Les entreprises congolaises en contact avec des start-ups aux Pays-Bas peuvent ainsi intéresser leurs partenaires.

Avez-vous un nouveau produit pour un pays DGGF? Ou voulez-vous introduire un produit existant dans un des pays DGGF? Obtenir un soutien financier peut être difficile. Néanmoins, la Netherlands Enterprise Agency peut fournir le soutien financier que vous recherchez.

En quoi consiste-il ?

Le DGGF pour les start-ups est un système de prêt gouvernemental pour les start-ups néerlandaises intéressées à lancer un produit dans un des pays éligibles au programme DGGF. La différence entre un prêt ordinaire d'une banque et un prêt gouvernemental est que le gouvernement est prêt à prendre plus de risques là où une banque commerciale pourrait s'y refuser.

Pourquoi lancer un DGGF pour les start-ups ?

Le gouvernement néerlandais s'est engagé à stimuler des entreprises néerlandaises à entreprendre dans des pays en développement et dans des marchés émergents. En créant des emplois dans ces pays, en partageant de l'expertise et en améliorant les processus de production, ces jeunes entreprises néerlandaises peuvent ainsi stimuler l'économie locale.

Quels sont les conditions à remplir pour un éventuel soutien financier à travers le DGGF Start-ups ?

Les start-ups néerlandaises qui développent des produits pour et/ou produisent dans des pays en développement peuvent être éligible à cette composante du programme DGGF.

Vous devez répondre à quelques critères comme:

- avoir un plan d'affaires solide ;
- un potentiel de marché favorable ;
- générer un impact local ;
- L'entreprise doit avoir moins de 5 ans et être enregistrée aux Pays-Bas ;
- avoir une société exploitante (locale) dans un pays DGGF (par exemple en RDC)
- L'entreprise dans le pays DGGF doit avoir un nombre d'employés n'excédant pas 50 personnes, avoir un revenu annuel ou actifs ne dépassant pas 10 millions EUR et remplir les conditions de la Netherlands Enterprise Agency concernant la responsabilité sociétale des entreprises à l'international.

Comment soumettre une demande de prêt DGGF Start-ups ?

Si vous répondez aux critères, vous pourrez être susceptible d'éligibilité au prêt DGGF. Dans ce cas, veuillez remplir le formulaire Quicksan et le transmettre par e-mail à klantcontact@rvo.nl. Un expert de la Netherlands Enterprise Agency prendra ensuite contact avec vous.

Pour plus de renseignements : <http://english.dggf.nl/startup> (en anglais)

Le DGGF est un programme financé par le Ministère néerlandais des affaires étrangères et exécuté par la Netherlands Enterprise Agency.

INFORMATIONS PRATIQUES

Ambassade des Pays-Bas à Kinshasa

Coordonnées

11, avenue Nzongotolo
Immeuble Residence 55, Kin-Gombe

Téléphone : +243 99 6050 600
Urgence : +243 99 818 62 24
Fax : +243 99 6050 629
E-mail : kss@minbuza.nl

Adresse Postale aux Pays-Bas

Lokatie 309 / ZMA Kinshasa
Postbus 12200 - 2500 DD Den Haag

Horaires d'ouverture

Lundi – Jeudi / 08:00 – 16:30
Vendredi / 08:00 – 13:30

Section consulaire

Lundi et Mercredi / 09:00 -12:00
Les autres jours uniquement sur RDV.

Consulat de Brazzaville

Adresse

30, Blvd Denis Sassou N'Guessou
B.P 277 M'Pila - Brazzaville

Horaires d'ouverture

Lundi – Vendredi / 09:00-16:00 (Consulat)
Mardi & Jeudi / 09:00-12:00 (affaires consulaires)

Consule Honoraire

Madame Hilly-Anne Fumey
Tel : +242 06 924 14 07
E-mail: hamvanbaggum@yahoo.fr

Vous avez des commentaires, suggestions, remarques ou toutes autres questions, prière de prendre directement contact avec la section économique de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas à Kinshasa :

Tel : +243 99 060 50 627
E-mail : kss-hb@minbuza.nl

Disclaimer / Desistement

Vous avez reçu ce bulletin parce que vous aviez été précédemment en contact avec l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas à Kinshasa. Prière de transmettre un e-mail à kss-hb@minbuza.nl si vous ne désirez plus le recevoir.

Le contenu de ce bulletin ne reflète pas l'opinion de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas à Kinshasa. Il s'agit simplement d'un résumé d'articles publiés aussi bien par la presse nationale qu'internationale.
Credit photos : internet

Rejoignez-nous sur www.linkedin.com

M. Gerard Michels (Ambassadeur)

Mme Corina van der Laan (Chef de mission adjoint)

M. Francis Wilanga (Sr Economic policy officer)

Mme Sandy Makola (Economic policy officer)

Mme Merel Geudeke (Stagiaire)

